



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ILLE-ET-VILAINE

Prenez contact avec le NPA 35

WWW.ANTICAPITALISTE-35.ORG

CONTACT@ANTICAPITALISTE-35.ORG

**Manifestation
Mardi
27 septembre**

•
RENNES
11H
PLACE DE LA MAIRIE

•
L'école publique,
de la maternelle à
l'université, est
notre bien commun.
**Nous devons la
défendre !**

REFUSONS LA DESTRUCTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE !

Cette année, au nom de la dette, le gouvernement donne 150 milliards d'euros aux banques. C'est trois fois plus que le budget de l'Éducation Nationale. Le montant des intérêts de la dette s'élève à 40 milliards d'euros soit l'équivalent du budget de l'Éducation nationale (hors retraites). Pour nous, ce ne sont pas les services publics qui « coûtent » et pèsent sur le collectif mais bien le service de la dette et son remboursement aux organismes financiers.

Dans l'Éducation Nationale : plan social et casse orchestrée du service public. Avec 80 000 emplois supprimés depuis 2005, on assiste à une purge dans l'éducation, à un « dégraissage du mammoth » organisé par la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Les postes aux concours d'enseignants fonctionnaires diminuent alors que dans le même temps, le gouvernement de Sarkozy embauche de plus de en plus de contractuels. L'Etat devient ainsi le premier employeur de précaires en France. Moins d'enseignants et un nombre d'élèves en augmentation ont pour conséquence des classes surchargées, où il devient difficile à tous et toutes de se former, d'apprendre et dans lesquelles les conditions de travail sont dégradés pour chacun-es.

Une école à deux vitesses

L'autonomie des établissements, le socle commun de compétences, l'individualisation des parcours, font disparaître les heures de cours, en particulier dans les établissements les moins favorisés. élèves et leurs parcours scolaires sont fichés, dès l'école maternelle par « Base Élève », et à partir du CE1, par le « livret personnel de compétences » (LPC). La fin de la carte scolaire permet aux chefs d'établissements de sélectionner leurs élèves, puis le LPC permettra aux patrons de sélectionner ses employés (Pôle emploi accèdera au contenu).

De nombreux élèves n'ont pas choisi leur orientation à la fin du collège et la déscolarisation des 15-19 ans augmente. La logique globale des politiques qui sont menées engendre une accélération de l'effondrement de l'école publique. Elle aggrave encore l'injustice sociale !

Le 27 septembre, les enseignants seront en grève contre les suppressions de poste mais aussi contre les politiques managériales qui tentent d'imposer, depuis des années, les mêmes règles que dans le privé.

Le 27 septembre, le 11 octobre, tous en grève, refusons de payer leurs crises ! Le budget de l'éducation nationale n'est pas une variable d'ajustement pour rembourser la dette !

La crise s'accélère en Europe et la situation en Grèce illustre ce que les capitalistes nous réservent. Là-bas, c'est le gouvernement socialiste qui a baissé les salaires des fonctionnaires de 40 %...

Le 11 octobre, journée d'action interprofessionnelle pour l'emploi et les salaires, doit être une journée de grève, un point de départ dans l'organisation d'une riposte à l'austérité, un point de convergence de tou-tes ceux et celles qui refusent de se saigner pour offrir des milliards aux banques. Il faut une mobilisation d'ensemble pour gagner contre ce gouvernement, une grève massive. C'est à nous de la construire, pas à pas !

Nous exigeons les 27 septembre et le 11 octobre :

L'arrêt immédiat des suppressions de postes et le rétablissement des 80 000 postes supprimés.

La titularisation de tous les précaires.

Une école publique, gratuite et laïque, sans sélection ni orientation.

L'arrêt du fichage des élèves et de leur parcours scolaire.

Pas de classe à plus de 24 élèves, 20 élèves dans les ZEP.

300 € d'augmentation pour tous : pas un revenu en dessous de 1600 € net.